



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Enquête parcellaire complémentaire secteurs Nord et Ouest - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole a constaté l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault, sous le numéro 2013 – I - 656 en date du 28 août 2013, prolongé pour une nouvelle durée de cinq ans par l'arrêté n°2018 – I – 638 en date du 13 juin 2018 ; et a constaté l'utilité publique du projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, sur un secteur de 3.7 km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI).

Trois enquêtes parcellaires ont été conduites entre :

- Les 2 septembre 2019 et 18 septembre 2019 ;
- Les 5 janvier 2022 et 25 janvier 2022 ;
- Les 4 avril 2022 et 28 avril 2022.

Une nouvelle enquête parcellaire complémentaire est nécessaire pour les motifs suivants :

- Porter à la connaissance de certains propriétaires l'actualisation d'emprises ;
- Actualiser les informations relatives à l'identité de certains propriétaires suite à une mutation ou un changement de syndic ou encore liées aux renseignements collectés à l'occasion de la dernière enquête parcellaire.

Le dossier d'enquête parcellaire

Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée et concernée par un besoin d'actualisation. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle et concerné par un besoin d'actualisation.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à son issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196380-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice explicative enq parc complémentaire.pdf
- planches-parcellaires.pdf
- etat-parcellaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.